

L'ombre portée de nos erreurs

PIERRE HAZETTE

Sénateur honoraire et ancien ministre

Les terroristes qui ont frappé Paris, puis Bruxelles étaient, pour la plupart dans notre enseignement secondaire lorsque j'en avais la responsabilité ministérielle.

L'observation suscite évidemment la réflexion.

Un proche de Philippe Moureaux me prend à part lors d'une visite de son établissement: *«Il faut que je vous dise: lorsque des gamins deviennent insupportables et que l'exclusion devient inévitable, ils disparaissent tout à coup. Ils sont pris en charge par «des grands frères». On les revoit des semaines, voire des mois plus tard. Les pères les ramènent, fiers de l'autorité qu'ils ont retrouvée. Les jeunes ont été pris en charge et pas en Belgique... On n'entend plus parler d'eux.»*

Dans un cas pareil, il faut alerter les services d'aide à la jeunesse. Ce fut fait. La page fut tournée. Ce fut une erreur.

Lors d'une réunion de préfètes et préfets de la région bruxelloise, j'apprends que chaque année, des adolescentes marocaines viennent en pleurs dire adieu à la direction de l'école. Elles s'en vont rejoindre un fiancé qui les attend au Maroc et qu'elles ne connaissent pas. Le mariage forcé est une violation de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Comment poursuivre? Qui prouvera les faits? La page fut tournée. Ce fut une erreur.

Ce fut une erreur...

Un inspecteur de la ville de Bruxelles, sur qui je n'ai pas autorité, m'informe qu'il a saisi un manuel utilisé par le professeur de religion islamique. Le livre s'intitule *«Les dangers de la mixité sur les lieux du travail»*. Il est écrit que la femme par nature est destinée aux travaux du ménage; qu'elle est non pas l'égale de l'homme, qu'elle lui est complémentaire. J'interroge l'Exécutif des musulmans, lequel botte en touche en qualifiant le document *«d'inspiration salafiste»*, c'est-à-dire d'une vision passéiste de l'islam. Le livre fut retiré. Il fallait faire plus, aller plus loin. On ne l'a pas fait. Ce fut une erreur.

L'inspection de l'enseignement pri-

naire me signale que lors du ramadan, des enfants crachent parce qu'il leur est interdit d'avaler quoi que ce soit, y compris leur salive. Je réagis dans le sens qu'on imagine. Je n'ai pas dénoncé l'abus de pouvoirs sur personnes faibles, ni la maltraitance évidente. Ce fut une erreur.

L'Exécutif des musulmans doit me présenter trois inspecteurs de religion islamique. Parmi les trois, figure un homme bien connu des médias auprès desquels il sert de référence, mais le candidat s'en est pris à moi, dénonçant mon islamophobie. Je suis alerté. Je consulte la Sûreté de l'État et j'apprends qu'il fréquente les mosquées radicales et est frère musulman. Je refuse de le nommer. Ce refus suscite une interpellation. Je suis critiqué parce que j'ai fait un screening des candidats. Était-ce une erreur?

Écoles de caïds

Un inspecteur général, ancien membre de cabinet socialiste, constate que la délinquance scolaire prend des formes inquiétantes. Il réclame un dispositif adapté. C'était avant mon arrivée au ministère. Je suis convaincu qu'il a raison et que les exclusions d'élèves jettent à la rue des gamins qui y sont accueillis par les bandes organisées. Je me bats, comme un beau diable, pour que nous créions des centres de resocialisation et de rescolarisation. On les baptise «écoles de caïds». Le projet de décret passe tout juste avant la fin de la législature. Le gouvernement suivant obtint du Parlement qu'il fût abrogé. Ce fut une erreur.

J'entends parler aujourd'hui de stages de déradicalisation. N'aurait-on pas, par hasard, perdu dix années quelque part?

Les erreurs accumulées ont accrédité les discours contestataires tenus dans les mosquées dont les imams s'inspirent de l'islam salafiste.

Puisque nous n'arrivons pas à faire aimer l'école à des enfants issus de l'immigration, les imams s'arrogent le droit de remettre dans le sillage d'Allah ceux qui se singularisent par l'indiscipline.

Tolérance aveugle

Puisque nous n'avons pas la force d'impo-

ser le respect des droits de l'homme, qui sont notre charte fondamentale, nous invitons ceux qui les récuse, à en faire litière: les mariages forcés continuent, le conditionnement des enfants à la haine de l'infidèle et au meurtre d'inspiration religieuse est couvert par notre tolérance aveugle.

Il en va de même pour l'égalité entre l'homme et la femme. Nous en avons fait un article de notre Constitution, mais nous tolérons qu'on enseigne, à frais publics, que cette égalité n'existe pas.

Le Vice-chancelier allemand, Sigmar Gabriel, le disait l'année dernière: *«Les mosquées wahhabites sont financées dans le*

monde entier par l'Arabie saoudite. En Allemagne, beaucoup de dangereux islamistes proviennent de ces congrégations.»

S'agissant du wahhabisme, version quiétiste du salafisme, Nahida Naka écrit: *«Difficile de dire avec certitude si les quiétistes sont non-violents par conviction profonde ou s'ils attendent le moment propice pour passer au djihad armé.»*

Dormez en paix, bonnes gens!

Puisque nous n'avons pas la force d'imposer le respect des droits de l'Homme, nous invitons ceux qui les récuse, à en faire litière: les mariages forcés continuent, le conditionnement des enfants à la haine de l'infidèle et au meurtre d'inspiration religieuse est couvert par notre tolérance aveugle.